



**Conseil Municipal**  
**Séance du 16 octobre 2020**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, à 19 h 30, les membres du Conseil Municipal, élus le 15 mars 2020 légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, salle du conseil sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

**PRESENTS :** Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BRÉMOND, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIÈRE, Madame Stéphanie STEINMETZ, Cléopâtre BIZOT-HURÉ, Madame Christine BODINEAU, Madame Laëtitia BOURSIER, Madame Françoise DEBIN, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Sandra FUTO, Monsieur David GAUTIER, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Jérôme GUILLON, Monsieur Thierry PAILLAT, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Ludovic SAINCOURT, Monsieur Corentin SOLEILHAC, Madame Maryline SOLEILHAC, Monsieur Thierry TRIGO.

**Pouvoirs :** Madame Nathalie COURTEAUX donne pouvoir à Madame Sandra FUTO, Monsieur Pierre COURTOIS - BOUTET donne pouvoir à Monsieur Corentin SOLEILHAC,

**Secrétaire de séance :** Monsieur Corentin SOLEILHAC

Monsieur le Maire propose au conseil d'ajouter à l'ordre du jour la demande de subvention présentée par le comité des fêtes. Les membres du conseil acceptent cette demande.

**§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance**

Le procès-verbal de la séance du 11 septembre est approuvé à l'unanimité par les membres du conseil.

**§2 – Délibérations**

**Délibération 1 – Avenant n°3 convention Espace Mendes-France**

La crise sanitaire liée à la COVID 19 et notamment la période de confinement a suspendu les actions prévues au second trimestre 2020. Afin de tenir compte de ce décalage, il a été proposé de prolonger la durée de la convention de 6 mois et de reporter la quote-part du financement initialement dédiée au premier semestre 2020, sur l'exercice 2020 complet.

Après délibération, le conseil valide cette prolongation et autorise M le Maire à signer l'avenant de la convention avec l'Espace Mendes France.

**Adopté à l'unanimité**

**Délibération 2- Lettre d'engagement pour le pôle associatif et culturel intégrant une salle de spectacle**

La commune de Dissay a fait réaliser une étude de faisabilité par l'Agence des Territoires, pour identifier à quelles conditions programmatiques, techniques et financières, il est possible de rénover les locaux de l'ancien restaurant « L'arlequin ».

Monsieur le Maire présente au conseil la lettre d'engagement de l'Agence des territoires pour l'organisation de l'accord cadre de maîtrise d'œuvre en procédure adaptée et qui consiste à assister

la collectivité pour l'organisation de cette procédure adaptée, jusqu'à la notification rendant exécutoire le second marché subséquent de maîtrise d'œuvre.

Le coût de la mission est de 5 580€

Après délibération, le conseil accepte cette proposition et autorise Monsieur le Maire à la signer.

**Adopté à l'unanimité**

### **Délibération 3 – Représentants à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées**

Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI),

Vu l'article 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Une Commission locale d'évaluation des transferts de charges (Clect) doit être créée entre Grand Poitiers Communauté urbaine et ses communes membres.

La Clect sera amenée à se réunir :

- soit en cas de modification du périmètre communautaire
- soit en cas de transferts de charges (des communes vers l'intercommunalité ou inversement) résultant notamment d'une modification des statuts ou de l'intérêt communautaire.

Ces réunions de travail permettront à la Clect d'établir un rapport portant évaluation des charges nettes transférées.

Le règlement intérieur de la Clect annexé vient en complément des dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI. Ce règlement permet d'accompagner concrètement les obligations légales applicables de droit.

Cette Commission est issue d'un vote du Conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Elle est obligatoirement composée de membres des Conseils municipaux des communes concernées et chaque Conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Après vote, le conseil a désigné :

**Titulaire : Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIÈRE**

**Suppléant : Monsieur Jean-Claude RICHARD**

**Adopté à l'unanimité**

### **Délibération 4- Réalisation d'emprunt**

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil les propositions de renégociations d'emprunt de l'Agence France Locale. Pour 2 100 000€ - 1<sup>ère</sup> échéance 20 mars 2021

10 ans taux d'intérêt trimestriel à 0.15%

15 ans taux d'intérêt trimestriel à 0.36 %

Après délibération, le conseil décide de retenir l'offre de prêt d'une durée de 15 ans pour un taux trimestriel de 0.36% et autorise M le Maire à signer les documents afférant à cette offre de prêt.

Adopté à l'unanimité

#### Délibération 5 – Vente terrain à Mme & M Depoix

Monsieur le Maire rappelle que la parcelle AY 385, d'une surface de 1 431 m<sup>2</sup>, a été achetée aux consorts Montoux pour la somme de 50 000 € (la commune a également pris à sa charge 1140.36€ pour le bornage et 1 780.14€ pour les frais notariés).

Suite au bornage par le géomètre, la parcelle a été divisée de la façon suivante :

AY 565 1 340 m<sup>2</sup> propriété de la commune

AY 566 4 m<sup>2</sup> propriété de la commune

AY 567 87 m<sup>2</sup> parcelle à vendre à Mme & M Depoix

Monsieur le Maire propose comme prix de cession la somme de 3000.00 €

Après délibération, le conseil entérine ce prix de vente et autorise M le Maire à signer l'acte de vente.

Adopté à l'unanimité

#### Délibération 6- Marché assurances

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil l'analyse des offres pour le marché d'assurance de la collectivité réalisée par SAS ED CONSULTANTS.

Lot	Nombre de réponses	Estimation	marché	attributaires
Lot 1 Dommages aux biens	2	10 000	11 908.06	SMACL
Lot 2 Responsabilité civile	2	2 500	1 667.70	SMACL
Lot 3 Automobile et auto mission	3	4 500	4 081.70	SMACL
Lot 4 Protection juridique	4	1 200	870.91	CFDP
Lot 5 Protection fonctionnelle et défense pénale agents/élus	3	300	194.22	SMACL

Après délibération, le conseil a décidé de retenir les entreprises telles qu'elles sont présentées dans le tableau d'analyse des offres et autorise M le Maire à signer les marchés

Adopté à l'unanimité

## **Délibération 7 – Subvention pour le Comité des Fêtes**

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la demande de subvention exceptionnelle déposée par le comité des fêtes.

La somme sollicitée est de 600€ afin de pallier le déficit lors de l'organisation du marché des producteurs.

A la demande de plusieurs conseillers, la demande est ajournée dans l'attente d'un complément d'informations sur ce déficit.

### **§ 3- Informations et Questions diverses**

Monsieur Jean-Claude RICHARD propose que les robinets du cimetière soient équipés de boutons poussoirs temporisés afin d'éviter la surconsommation d'eau due à leur non fermeture. Proposition à étudier.

Il fait la remarque que le nouvel aménagement rue des Lordières est très apprécié des riverains mais, compte tenu du fait que des automobilistes se stationnent sur les trottoirs cela gêne le passage des poussettes. Il souhaite savoir quand des stationnements sur la voie seront matérialisés ?

Monsieur le Maire lui répond, que dans un premier temps, l'aménagement a été réalisé pour faciliter le cheminement des piétons et que le stationnement des véhicules sur les trottoirs, ce problème récurrent, est malheureusement fréquent. Il note également que dans d'autres quartiers de la commune, des stationnements sur la voie ont été peints et que, malgré cela, les riverains continuent de stationner sur le trottoir.

Malgré tout, ce dossier doit être étudié par la commission urbanisme et cadre de vie, dans l'optique d'un aménagement plus large de la rue.

Monsieur RICHARD fait également état du manque d'entretien des abords de la maison de pays de chaque côté de la Départementale 910.

Monsieur le Maire répond que ce bâtiment est propriété de Grand Poitiers suite au transfert du Val Vert. Il avait adressé un courrier à l'ancien président de la communauté urbaine Grand Poitiers pour le devenir de ce bâtiment et aucune réponse ne lui a été faite. Le Maire propose d'adresser un courrier à la nouvelle présidente de Grand Poitiers pour la question de ce bâtiment et son entretien. La commune a par ailleurs répondu avec Grand Poitiers à un appel à projets de la DNFIP pour proposer ce bâtiment à la location.

#### **- Instances communales et communautaires**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 23 h 20